



La vérité sur l'accord UE-Mercosur !

Accord UE-Mercosur : analyse des enjeux et perspectives

Sujet d'actualité majeur suscitant de vifs débats, l'accord UE-Mercosur mérite d'être analysé au-delà des simplifications politiques. Droits de douane, quotas sur la viande bovine, enjeux environnementaux et implications géopolitiques : ce webinaire décrypte en profondeur le contenu de l'accord et ses conséquences pour les différents acteurs concernés.

Contexte et historique de l'accord

Les négociations pour cet accord ont débuté en 1999 et ont connu des interruptions avant de reprendre en 2016. Bien que la Commission européenne ait conclu l'accord, son approbation finale requiert l'aval du Parlement européen et des États membres, laissant ainsi une marge pour des discussions et des ajustements.

Présentation des parties : l'UE et le Mercosur

L'Union européenne est une union douanière composée de 27 pays, avec une population d'environ 451 millions d'habitants et un PIB d'environ 17 000 milliards de dollars. Le Mercosur, marché commun sud-américain, regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, la Bolivie ayant rejoint le groupe en 2024, tandis que le Venezuela en a été exclu pour des raisons politiques. Le Mercosur compte 278 millions d'habitants et un PIB d'environ 2 700 milliards de dollars.

Un potentiel commercial éclairé par le modèle de gravité

Selon la théorie économique, le potentiel commercial entre l'UE et le Mercosur dépend de plusieurs facteurs : la taille des économies, puisque plus les PIB sont importants, plus le potentiel commercial est élevé ; les coûts à l'échange, avec la distance géographique, les droits de douane et les mesures non tarifaires ; et des facteurs facilitant les échanges, comme les relations historiques ou la langue commune, l'espagnol et le portugais, entre certaines parties de l'Europe et du Mercosur. La disparité des PIB entre les deux zones pourrait cependant limiter ce potentiel commercial.

L'accord devrait entraîner une augmentation du commerce, mais de manière modérée en raison de la distance géographique. La suppression des droits de douane élevés dans le Mercosur, notamment dans le secteur automobile où ils atteignent 30 %, pourrait avoir un impact significatif sur les produits industriels européens.

Une opinion publique française réticente

L'opinion publique française se montre réticente face aux accords de libre-échange. Un sondage de 2024 révèle que seulement 34 % des Français perçoivent la mondialisation comme bénéfique, contre 60 % au niveau mondial, une réticence qui influence fortement le débat politique et la perception de ce type d'accord commercial.

Structure des échanges et calendrier de libéralisation

Les exportations de l'UE vers le Mercosur sont principalement composées de produits manufacturés, tandis que les exportations du Mercosur vers l'UE se répartissent entre produits agroalimentaires (40 à 50 %) et produits manufacturés (30 %). Les droits de douane moyens appliqués par le Mercosur restent élevés, autour de 10 %, contre 2,5 % pour ceux de l'UE. L'accord prévoit l'élimination progressive, sur dix ans, de 91 % des droits de douane imposés par le Mercosur sur l'UE et de 92 % de ceux appliqués par l'UE sur le Mercosur.

Des quotas tarifaires seront mis en place pour les produits sensibles comme la viande bovine, la volaille, le sucre, le riz et l'éthanol. Le quota pour la viande bovine est limité à 99 000 tonnes par an, soit 1,6 % de la production totale de l'UE, avec des clauses de sauvegarde prévues en cas d'augmentation importante des importations.

Les autres dispositions de l'accord

L'accord couvre également la propriété intellectuelle, avec la protection des droits d'auteur et l'alignement des réglementations sur les brevets ; les indications géographiques protégées, avec la reconnaissance des appellations d'origine ; les services et marchés publics, avec leur libéralisation et un accès équitable ; des clauses sociales, avec l'engagement à respecter les conventions de l'Organisation internationale du travail, notamment la prohibition du travail forcé et du travail des enfants ; un mécanisme de règlement des différends en cas de non-respect de l'accord ; et des règles

d'origine garantissant que les produits bénéficiant de l'accord ont bien été créés en Amérique du Sud.

Un impact macroéconomique global modéré, mais différencié par secteur

L'impact macroéconomique de l'accord est jugé faible : +0,1 % de PIB pour l'UE et +0,3 % pour le Mercosur, avec une hausse attendue des exportations totales de l'UE vers le monde de 0,4 %. L'accord devrait principalement stimuler le commerce des biens manufacturés et agricoles.

Sur le plan sectoriel, la viande bovine devrait connaître une augmentation des importations en provenance du Mercosur, entraînant une baisse de la production de l'UE estimée entre 0,7 et 1,2 %, un impact qu'il convient toutefois de nuancer en tenant compte de la distribution des pièces nobles sur les marchés les plus rémunérateurs. L'industrie automobile bénéficierait, à l'inverse, d'un potentiel d'augmentation des exportations, tout comme d'autres secteurs industriels tels que les boissons, les vins et spiritueux, les produits laitiers, la chimie et la pharmacie.

Des enjeux environnementaux à surveiller

Les préoccupations environnementales portent sur l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des terres, à la production de soja et à l'élevage bovin. Cette augmentation resterait toutefois limitée, de l'ordre de 1 %. Un règlement « zéro déforestation » est par ailleurs en cours d'adoption pour lutter contre la déforestation importée.

Des normes sanitaires européennes maintenues

Les normes sanitaires européennes ne seront pas modifiées par l'accord : les OGM interdits dans l'UE ne pourront toujours pas être importés, les teneurs maximales en résidus de pesticides seront maintenues, et la viande élevée avec des hormones de croissance reste interdite. Il sera néanmoins crucial de renforcer les contrôles aux frontières et dans les exploitations agricoles d'Amérique du Sud pour garantir le respect effectif de ces normes européennes.

Des implications géopolitiques et stratégiques significatives

L'accord favorise en partie la réindustrialisation française et européenne, en permettant de réduire les dépendances commerciales et de diversifier les destinations d'exportation ainsi que les sources d'approvisionnement. L'UE renforcera ainsi sa présence politique et économique au sein du Mercosur. En l'absence d'accord avec l'UE, c'est la Chine qui pourrait conclure un accord avec le Mercosur, sans considération pour la déforestation en Amazonie.

L'accord UE-Mercosur représente un enjeu complexe, aux implications économiques, environnementales et géopolitiques significatives. Bien que l'impact macroéconomique global soit modéré, des secteurs spécifiques, comme l'agriculture et l'industrie, pourraient être affectés de manière différenciée. Les préoccupations environnementales et sanitaires nécessitent une attention particulière et des mécanismes de contrôle renforcés. En définitive, l'avenir de cet accord dépendra de la capacité des parties prenantes à trouver un équilibre entre avantages économiques, impératifs environnementaux et exigences des citoyens.